



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Commune d'ALBIAS

Séance du 7 mars 2024

N° 2024-19

Le sept mars deux mille vingt-quatre à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, salle du conseil municipal, sous la présidence de Mme MAGNANI Véronique, Maire.

Présents : 13

Votants : 16

Excusés : 1

Procurations : 3

Présents : Mmes/MM. Véronique MAGNANI (Maire), Alain BARBON, Pierre LOBBE, Michel MONESMA, Jeannette PEDRON, Olivier RENAUDEAU, Ghislaine RODRIGUEZ, Marie-Christine RONCHINI, Frédéric SEVOZ, Martine SICARD, Hélène SIMOUN, Céline VALETON, Thierry VEYRES.

Absent(es)/Excusé(es) : Mme Chantal GARCIA.

Pouvoirs :

Mme Amandine DORIZON donne pouvoir à Mme Véronique MAGNANI

M. Thierry KAUFFER donne pouvoir à M. Olivier RENAUDEAU

M. Eric LONGUEVILLE donne pouvoir à M. Alain BARBON

Délibération portant bilan de concertation et arrêt du projet de révision allégée n° 1 du PLU

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal la délibération du 11 juillet 2023 prescrivant la révision allégée n°1 du PLU et les objectifs principaux poursuivis par la commune d'Albias. Elle expose ensuite les conditions dans lesquelles la révision allégée n°1 du PLU a été menée, à quelle étape de la procédure elle se situe et présente ledit projet.

Madame le maire rappelle que les objectifs de cette révision est de délimiter au sein de la zone A au lieu-dit "Mourailles" un secteur de taille et de capacité d'accueil limitées (STECAL) autorisant la construction de la maison de la nature conformément à l'article L151-13 du code de l'urbanisme.

Par le classement en Ne1 grâce à la révision allégée n°1, cette parcelle pourra donc accueillir cet équipement.

Madame le dit : la commune d'Albias est une commune périurbaine qui bénéficie d'un environnement naturel de qualité. La maison de la Nature sera un équipement pouvant accueillir diverses activités tournées vers la nature pour :

- contribuer au développement d'un pôle éducation et animation lié à l'environnement
- abriter les chasseurs et leur permettre la découpe et l'entreposage du gibier
- participer au développement du tissu associatif en lien avec l'environnement
- recueillir temporairement les animaux perdus.

La maison de la Nature aura une capacité d'accueil d'environ 30 personnes.

Elle explique qu'en application de l'article L 103-6 du Code de l'Urbanisme, le bilan de la concertation, dont elle a fait l'objet, doit être tiré et, qu'en application de l'article L 153-34 du même Code, le projet de révision du PLU doit être arrêté par délibération du conseil municipal, communiqué ensuite pour avis aux personnes publiques associées (PPA) et faire l'objet d'un examen conjoint de

AR Prefecture

082-2182000030-20240307-202419-DE
l'Etat de la commune et des PPA mentionnées aux articles L 132-7 et L 132-9 du Code de l'Urbanisme
Reçu le 20/03/2024

Madame le Maire présente le projet, ainsi que le bilan de la concertation et précise que ce dernier est dans la présente délibération qu'elle soumet au vote du conseil municipal.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.153-14 et suivants et R.153-3 à R.153-7

VU la délibération en date du 11 juillet 2023 prescrivant la révision allégée n°1 du plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de concertation,

VU le bilan de la concertation détaillé *joint à la présente délibération*,

VU le projet de révision du PLU et notamment ses 5 pièces ;

ENTENDU l'exposé de Madame le Maire

CONSIDERANT que le projet de révision allégée n°1 du PLU est prêt à être transmis pour avis aux personnes publiques associées

- **TIRE** le bilan de la concertation prévue par la délibération prescrivant la révision allégée n°1 du PLU et clôt celle-ci
- **ARRÊTE** le projet de révision allégée n°1 du Plan Local d'Urbanisme tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- **PRECISE** que le projet de révision allégée n°1 du PLU sera communiqué pour avis :
 - à l'autorité environnementale pour l'évaluation environnementale. L'autorité environnementale (AE) a trois mois pour se prononcer. Il est conseillé de disposer de l'avis de l'AE pour l'examen conjoint.
 - à la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF) prévue à l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime (si le territoire est situé en dehors du périmètre d'un schéma de cohérence territoriale approuvé et si son PLU a pour conséquence une réduction des surfaces des zones agricoles).
 - à l'ensemble des personnes publiques mentionnées aux articles L 121-4 et L 123-6 du code de l'urbanisme
 - aux communes limitrophes et aux organismes qui ont demandé à être consultés
 - aux Maires d'association agréée qui en feront la demande
- **PRECISE** que le projet de révision allégée n°1 du PLU fera l'objet d'un examen conjoint avec les Personnes Publiques Associées et sera communiqué pour avis aux communes limitrophes
- **PRECISE** que l'ensemble du projet de révision allégée n°1, accompagné du procès-verbal de la réunion d'examen conjoint, sera ensuite soumis à enquête publique par le Maire, ce en application de l'article R 153-12 du Code de l'Urbanisme,
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes les pièces du dossier

Conformément à l'article R 123-20 et R 153-21 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois, d'une mention dans un journal diffusé dans le département. Elle sera également publiée au recueil des actes administratifs de la commune.

Albias le 7 mars 2024

Madame le Maire d'ALBIAS

Véronique MAGNANI

Certifié exécutoire,

Informe que la présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Transmis en Préfecture le

Publié le

